

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de son adoption.

**Art. 3.** Le Ministre compétent en matière de Médias est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Eupen, le 21 décembre 2012.

Pour le Gouvernement de la Communauté germanophone,

Le Ministre-Président,  
Ministre des Pouvoirs locaux,  
K.-H. LAMBERTZ

La Ministre de la Culture, des Médias et du Tourisme,  
Mme I. WEYKMANS

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

[2013/201644]

**21 DECEMBER 2012. — Besluit van de Regering tot wijziging van artikel 3 van het besluit van de Regering van 20 juli 2009 tot vastlegging van het digitale RRC-06-radiofrequentieplan van de Duitstalige Gemeenschap in de radio-omroep-frequentiebanden III, IV en V en tot regeling van de overgangperiode**

De Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 27 juni 2005 over de audiovisuele mediadiensten en de filmvoorstellingen, artikel 49;

Gelet op het besluit van de Regering van 20 juli 2009 tot vastlegging van het digitale RRC-06-radiofrequentieplan van de Duitstalige Gemeenschap in de radio-omroep-frequentiebanden III, IV en V en tot regeling van de overgangperiode;

Op de voordracht van de Minister van Media;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In de Duitse versie van artikel 3 van het besluit van de Regering van 20 juli 2009 tot vastlegging van het digitale RRC-06-radiofrequentieplan van de Duitstalige Gemeenschap in de radio-omroep-frequentiebanden III, IV en V, gewijzigd bij het besluit van de Regering van 27 oktober 2011, wordt het cijfer "2012" vervangen door het cijfer "2013".

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt aangenomen.

**Art. 3.** De Minister bevoegd voor Media is belast met de uitvoering van dit besluit.

Eupen, 21 december 2012.

Voor de Regering van de Duitstalige Gemeenschap,

De Minister-President,  
Minister van Lokale Besturen,  
K.-H. LAMBERTZ

De Minister van Cultuur, Media en Toerisme,  
Mevr. I. WEYKMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/201801]

**7 MARS 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions intégrales relatives aux funérariums sans pratique de l'embaumement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 4, 5, 7, modifié par le décret du 22 novembre 2007, 8 et 9;

Vu l'avis n° 52.466/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 décembre 2012, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application et définition*

**Article 1<sup>er</sup>.** Les présentes conditions intégrales s'appliquent aux funérariums visés à la rubrique 93.03.01.01 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par établissement existant, tout établissement déclaré avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ou dont l'exploitation est couverte par un permis délivré à la suite d'une demande introduite avant l'entrée en vigueur du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

CHAPITRE II. — *Implantation et construction*

**Art. 3.** L'établissement comprend au minimum :

1° un endroit destiné au chargement et au déchargement des défunts;

2° un local destiné aux soins des défunts;

3° un local de conservation des défunts pouvant éventuellement être établi dans le local mentionné au point 2°. Les locaux visés au 2° et au 3° communiquent directement ou via un couloir;

4° un local destiné à l'exposition des défunts;

5° des toilettes et un vestiaire destinés aux visiteurs.

**Art. 4.** Le local destiné aux soins des défunts et le local de conservation des défunts, le cas échéant, sont disposés de façon à soustraire les opérations de chargement et de déchargement des défunts à la vue des tiers.

**Art. 5.** L'établissement peut comporter une salle d'attente ainsi qu'une salle de cérémonie pour les visiteurs.

**Art. 6.** Les locaux de l'établissement ont une hauteur minimale de 2,5 mètres. Les couloirs de l'établissement ont une largeur minimale de 1,2 mètre.

**Art. 7.** Le local destiné aux soins des défunts possède une surface utile au sol d'au moins 12 m<sup>2</sup>, à l'exclusion du local de conservation. Le local est pourvu d'une table de préparation, d'un lavabo avec eau courante chaude et froide.

Les parois sont pourvues, sur une hauteur de 1,5 mètre minimum, d'un revêtement lisse facilement lavable.

Le sol du local est pourvu d'un revêtement dur, facilement lavable et d'une évacuation d'eaux usées munie d'un siphon coupe-air.

Le sol et les parois ne comprennent aucun matériau putrescible.

Les radiateurs sont fixés aux murs et ne reposent pas sur le sol.

Le local dispose d'une entrée d'air haute et d'une sortie d'air basse.

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Si le local de conservation des défunts est distinct du local destiné aux soins des défunts, il comporte les aménagements de l'article 7, alinéas 4 à 7, à moins qu'il ne soit constitué que d'une chambre froide.

§ 2. Ce local comporte au moins autant de places réfrigérées que de locaux destinés à l'exposition des défunts. Si l'établissement ne dispose que d'un local d'exposition des défunts, il comporte au minimum deux places réfrigérées. Une place réfrigérée ne peut accueillir qu'un défunt simultanément.

§ 3. Les parois internes du local de conservation des défunts sont couvertes d'un matériau dur, facilement lavable.

§ 4. Le local est conçu pour permettre la conservation des corps à une température maximale de quatre degrés Celsius.

**Art. 9.** Le local destiné à l'exposition des défunts permet le passage d'un cercueil en position horizontale par un accès non accessible au public. Les parties vitrées qui donnent sur l'extérieur du local sont en verre non transparent ou rendu non transparent.

**Art. 10.** Pour les visiteurs, le local d'exposition ainsi que les salles visées à l'article 5, le cas échéant, comportent un accès indépendant des locaux décrits à l'article 3, points 2° et 3°.

CHAPITRE III. — *Exploitation*

**Art. 11.** L'établissement est exclusivement utilisé aux soins, à la conservation et à l'exposition des défunts. Toute activité connexe à l'entreprise de pompes funèbres se fait dans les locaux qui n'ont pas un accès direct aux locaux mentionnés à l'article 3, 2° et 3°. L'accès aux locaux mentionnés à l'article 3, 2° et 3°, est exclusivement réservé au personnel de l'établissement habilité à transporter et à prodiguer des soins aux défunts ainsi qu'aux personnes visées aux articles L1232-14 et L1232-25 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et les personnes visées aux articles 18 et 28 du décret de la Communauté germanophone du 14 février 2011 sur les funérailles et les sépultures.

Le local destiné aux soins des défunts est uniquement réservé aux toilettes mortuaires.

Les animaux ne sont pas admis dans l'établissement.

**Art. 12.** Les opérations de chargement, de déchargement et de soins des défunts s'effectuent de façon à soustraire à la vue des tiers. Les locaux destinés aux soins des défunts et à leur conservation communiquent entre eux de façon à soustraire à la vue des tiers le passage des corps et des cercueils.

**Art. 13.** En dehors des opérations de soins et de leur exposition durant les heures de visite, les défunts sont maintenus dans le local de conservation, à une température n'excédant pas quatre degrés Celsius.

**Art. 14.** L'établissement est maintenu dans un état de grande propreté de manière qu'il n'y ait pas de mauvaises odeurs, ni présence d'animaux nuisibles. Le matériel de soins est désinfecté après chaque usage.

Des produits de nettoyage et des désinfectants adéquats sont disponibles sur place.

La ventilation efficace de l'établissement n'engendre pas de mauvaises odeurs ou de bruits pour le voisinage. Les ouvertures de ventilation et autres sont pourvues de grillages et/ou de moustiquaires empêchant toute entrée d'animaux tels que notamment des insectes ou des rongeurs.

Le local destiné aux soins est pourvu d'une ventilation assurant un renouvellement d'air d'au moins quatre volumes par heure durant les soins prodigués aux défunts. L'air rejeté à l'extérieur de l'établissement est préalablement traité par un filtre absorbant et désodorisant.

Le local destiné à l'exposition des défunts est pourvu d'une ventilation assurant un renouvellement d'air minimum d'un volume par heure pendant la présentation, lorsqu'il est fréquenté par le public.

**Art. 15.** L'établissement comporte un règlement d'ordre intérieur affiché dans les locaux accessibles au public. Le personnel de l'établissement ainsi que les personnes visées aux articles L1232-14 et L1232-25 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et les personnes visées aux articles 18 et 28 du décret de la Communauté germanophone du 14 février 2011 sur les funérailles et les sépultures ont accès aux installations de l'établissement dans les conditions fixées par le règlement d'ordre intérieur.

Le règlement d'ordre intérieur précise également les modalités d'accès du public et le fait que les animaux ne sont pas admis au sein de l'établissement.

CHAPITRE IV. — *Prévention des incendies*

**Art. 16.** Le rapport attestant que les mesures et les équipements préconisés par le service d'incendie territorialement compétent sont installés conformément aux recommandations de celui-ci est mis à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance.

CHAPITRE V. — *Contrôle et surveillance*

**Art. 17.** Un registre est détenu au sein de l'établissement. Il prend la forme d'une application informatique ou d'un registre papier. S'il prend la forme d'un registre papier, le registre est relié et chaque page est numérotée. Le registre contient au minimum les informations suivantes :

- 1° l'identité du défunt : nom, prénoms, numéro de registre national;
- 2° la date d'admission et la date de transfert du défunt en dehors de l'établissement;
- 3° le lieu de transfert du défunt;
- 4° la nature des soins prodigués au sein de l'établissement.

**Art. 18.** L'établissement conserve tout document technique pertinent pouvant attester que les débits visés à l'article 14, alinéas 5 à 6, sont atteints.

CHAPITRE VI. — *Dispositions transitoires et finales*

**Art. 19.** Le présent arrêté s'applique aux établissements existants dès son entrée en vigueur. Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

- 1° les articles 6, 7, alinéas 1<sup>er</sup> et 6, 9, alinéa 1<sup>er</sup>, ne s'appliquent pas aux établissements existants;
- 2° les articles 7, alinéas 2 à 5, et 7, 8, 9, alinéa 2, 10, 13 et 14, alinéa 4, s'appliquent aux établissements existants au plus tard un an après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté;
- 3° les articles 3, 5°, et 4 s'appliquent aux établissements existants au plus tard trois ans après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 20.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 mars 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/201801]

**7. MÄRZ 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der integralen Bedingungen für Leichenhallen, wo keine Einbalsamierung stattfindet**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 4, 5, 7, abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, 8 und 9;

Aufgrund des am 27. Dezember 2012 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 52.466/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Anwendungsbereich und Begriffsbestimmung*

**Artikel 1** - Die vorliegenden integralen Bedingungen sind auf Leichenhallen gemäß der Rubrik 93.03.01.01 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten anwendbar.

**Art. 2** - Zwecks der Anwendung vorliegenden Erlasses versteht man unter bestehendem Betrieb jeder Betrieb, der vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses Gegenstand einer Erklärung gewesen ist oder dessen Bewirtschaftung durch eine infolge eines vor dem Inkrafttreten des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingereichten Antrags ausgestellte Genehmigung gedeckt ist.

KAPITEL II — *Standort und Bau*

**Art. 3** - Der Betrieb umfasst wenigstens:

- 1° eine Stelle zum Laden und Abladen der Verstorbene;
- 2° einen Raum zur Pflege der Verstorbene;
- 3° einen Raum zur Aufbewahrung der Verstorbene, der eventuell in dem in 2° erwähnten Raum eingerichtet werden kann. Die in den Punkten 2° und 3° erwähnten Räume sind direkt oder über einen Gang miteinander verbunden;
- 4° einen Raum zur Aufbahrung der Verstorbene;
- 5° eine Toilette und eine Garderobe für die Besucher.

**Art. 4** - Der Raum zur Pflege der Verstorbene und der Raum zur Aufbewahrung der Verstorbene sind gegebenenfalls so angeordnet, dass das Laden und das Abladen der Verstorbene dem Blick Außenstehender entzogen sind.

**Art. 5** - Der Betrieb kann einen Wartesaal sowie einen Trauerfeiersaal für die Besucher umfassen.

**Art. 6** - Die Höhe der Räume des Betriebs beträgt wenigstens 2,5 Meter. Die Breite der Gänge des Betriebs beträgt wenigstens 1,2 Meter.

**Art. 7** - Ohne den Raum zur Aufbewahrung mitzurechnen, beträgt die Nutzfläche am Boden des Raums zur Pflege der Verstorbene mindestens 12 Quadratmeter.

Der Raum ist mit einem Vorbereitungstisch und einem mit kaltem und warmem fließendem Wasser versehenen Waschbecken ausgestattet.

Die Wände sind bis zu einer Höhe von 1,5 Meter mit einem glatten und leicht waschbaren Belag versehen.

Der Boden des Raums ist mit einem harten, leicht abwaschbaren Fußbodenbelag versehen und verfügt über eine Vorrichtung zur Ableitung von Abwasser, die mit einem Geruchsverschluss versehen ist.

Der Boden und die Wände enthalten keinen fäulnisfähigen Stoff.

Die Heizkörper werden an den Wänden befestigt und stehen nicht auf dem Boden.

Der Raum verfügt über einen oben stehenden Lufteinlass und einen unten stehenden Luftauslass.

**Art. 8 - § 1** Falls der Raum zur Aufbewahrung der Verstorbenen und der Raum zur Pflege der Verstorbenen getrennt Räume sind, muss der Raum zur Aufbewahrung der Verstorbenen die Einrichtungen nach Artikel 7, Absätze 4 bis 7 enthalten, es sei denn, er besteht nur in einem Kühlraum.

§ 2. Dieser Raum umfasst mindestens ebenso viele Kühlfächer, wie Räume zur Aufbahrung der Verstorbenen. Falls der Betrieb nur über einen Raum zur Aufbahrung der Verstorbenen verfügt, umfasst er mindestens zwei Kühlfächer. Pro Kühlfach kann gleichzeitig nur ein Verstorbener aufbewahrt werden.

§ 3. Die inneren Wände des Raums zur Aufbewahrung der Verstorbenen sind mit einem harten, leicht waschbaren Material beschichtet.

§ 4. Der Raum wird so entworfen, dass die Leichen bei einer Höchsttemperatur von 4°C aufbewahrt werden.

**Art. 9 -** Der Raum zur Aufbahrung der Verstorbenen ermöglicht das Durchfahren eines Sargs in horizontaler Lage durch einen der Öffentlichkeit nicht zugänglichen Eingang. Glaswände, die auf die Außenseite des Raums blicken, bestehen aus undurchsichtigem oder undurchsichtig gemachtem Glas.

**Art. 10 -** Der Raum zur Aufbahrung sowie die in Artikel 5 genannten Räume verfügen gegebenenfalls über einen für die Besucher von den in Artikel 3, 2° und 3° genannten Räumen getrennten Eingang.

### KAPITEL III — *Bewirtschaftung*

**Art. 11 -** Der Betrieb wird ausschließlich für die Pflege, das Aufbewahren und das Aufbahnen der Verstorbenen benutzt. Jede sonstige mit dem Bestattungsinstitut zusammenhängende Aktivität wird in Räumen, die keinen direkten Zugang zu den in Artikel 3, 2° und 3° genannten Räumen bieten, verrichtet. Der Zugang zu den in Artikel 3, 2° und 3° genannten Räumen wird ausschließlich dem Personal des Betriebs, das zum Transport und zur Pflege der Verstorbenen ermächtigt ist, sowie den in Artikel L1232-14 und L1232-25 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung genannten Personen und den in Artikel 18 und 28 des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 14. Februar über Bestattungen und Grabstätten genannten Personen vorbehalten.

Der Raum zur Pflege der Verstorbenen wird ausschließlich der Präparation verstorbener Personen vorbehalten.

Tiere werden in den Betrieb nicht zugelassen.

**Art. 12 -** Das Laden, das Abladen und die Pflege der Verstorbenen werden so verrichtet, dass sie dem Blick Außenstehender entzogen sind. Die Räume zur Pflege und zur Aufbewahrung der Verstorbenen sind miteinander verbunden, so dass die Durchfahrt von Leichen und Särgen dem Blick Außenstehender entzogen wird.

**Art. 13 -** Außer deren Pflege und Aufbahrung während der Besuchsstunden werden die Verstorbenen im Aufbewahrungsraum bei einer Temperatur von höchstens 4°C bewahrt.

**Art. 14 -** Der Betrieb wird sehr sauber gehalten, so dass sich keine Geruchsbelästigung noch Schädlinge entwickeln. Das Pflegematerial wird nach jedem Gebrauch desinfiziert.

Geeignete Reinigungs- und Desinfektionsmittel sind vor Ort vorhanden.

Das wirksame Belüftungssystem erzeugt für die Umgebung keine Geruchs- noch Geräuschbelästigungen. Die Belüftungs- und sonstigen Öffnungen werden mit Draht- und/oder Fliegengitter versehen, damit Tiere, sowie unter anderem Insekten und Nagetiere, nicht eindringen können.

Der Pflegeraum wird mit einem Belüftungssystem versehen, das während der Pflege der Verstorbenen im abgeschotteten Volumen die Luft mindestens 4 Mal pro Stunde erneuert. Bevor sie nach außen ausgestoßen wird, passiert die Luft einen absorbierenden und geruchsneutralisierenden Filter.

Der Raum zur Aufbahrung der Verstorbenen ist mit einem Belüftungssystem versehen, das in der Anwesenheit von Besuchern im abgeschotteten Volumen die Luft mindestens ein Mal pro Stunde erneuert.

**Art. 15 -** Der Betrieb hat eine allgemeine Dienstordnung, die in den der Öffentlichkeit zugänglichen Räumen aufgehängt ist. Das Betriebspersonal sowie die in Artikel L1232-14 und L1232-25 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung genannten Personen und die in Artikel 18 und 28 des Dekrets der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 14. Februar 2011 über Bestattungen und Grabstätten genannten Personen haben Zugang zu den Einrichtungen des Betriebs unter den von der allgemeinen Dienstordnung festgelegten Bedingungen.

In der allgemeinen Dienstordnung werden ebenfalls die Modalitäten für den Zugang der Öffentlichkeit und die Tatsache, dass Tiere in den Betrieb nicht zugelassen werden, angegeben.

### KAPITEL IV — *Brandverhütung*

**Art. 16 -** Der Bericht, in dem bescheinigt wird, dass die von dem territorial verantwortlichen Feuerwehrdienst empfohlenen Maßnahmen und Ausrüstungen gemäß seinen Empfehlungen eingerichtet sind, wird dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung gestellt.

### KAPITEL VI — *Kontrolle und Aufsicht*

**Art. 17 -** Ein Register wird im Betrieb gehalten. Es hat die Form einer EDV-Anwendung oder eines Papierregisters. Falls es sich um ein Papierregister handelt, ist es gebunden und jede seiner Seiten nummeriert. Dieses Register enthält mindestens folgende Informationen:

1° Identität des Verstorbenen: Nachname, Vorname, Nationalregisternummer;

2° Datum der Aufnahme und Datum der Überführung des Verstorbenen außerhalb des Betriebs;

3° Ort der Überführung des Verstorbenen;

4° Art der Pflege, die im Betrieb gegeben wurde.

**Art. 18 -** Der Betrieb bewahrt jedes relevante technische Dokument auf, in dem die in Artikel 14, Absätze 5 bis 6 genannten Luftliefermengen bescheinigt werden können.

KAPITEL VI — *Übergangs- und Schlussbestimmungen*

**Art. 19** - Der vorliegende Erlass ist ab seinem Inkrafttreten auf die bereits bestehenden Betriebe anwendbar. In Abweichung von Absatz 1

1° sind Artikel 6, Artikel 7 Absätze 1 und 6, und Artikel 9 Absatz 1 nicht auf die bereits bestehenden Betriebe anwendbar;

2° sind Artikel 7 Absätze 2 bis 5 und 7, Artikel 8, Artikel 9 Absatz 2, Artikel 10, Artikel 13 und Artikel 14 Absatz 4 spätestens ein Jahr nach dem Inkrafttreten dieses Erlasses auf die bestehenden Betriebe anwendbar;

3° sind Artikel 3, 5°, und Artikel 4 spätestens drei Jahre nach dem Inkrafttreten dieses Erlasses auf die bestehenden Betriebe anwendbar.

**Art. 20** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. März 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/201801]

**7 MAART 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de integrale voorwaarden voor rouwcentra waar geen balsemingen worden uitgevoerd**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, artikelen 4, 5, 7, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, 8 en 9;

Gelet op advies nr. 52.466/4 van de Raad van State, gegeven op 27 december 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied en begripsomschrijving*

**Artikel 1.** Deze integrale voorwaarden zijn van toepassing op de vaste rouwentra bedoeld in rubriek 93.03.01.01 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt onder bestaande inrichting elke inrichting verstaan die voor de inwerkingtreding van dit besluit is aangegeven of waarvan de uitbating gedekt wordt door een vergunning die is aangevraagd vóór de inwerkingtreding van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning.

HOOFDSTUK II. — *Vestiging en bouw*

**Art. 3.** De inrichting beschikt op zijn minst over :

1° een plaats voor het aanvoeren en afvoeren van overledenen;

2° een lokaal voor het verlenen van zorgen aan de overledenen;

3° een lokaal voor het bewaren van overledenen, eventueel in te richten in het lokaal vermeld onder punt 2°.  
De lokalen bedoeld in 2° en 3° zijn ofwel rechtstreeks ofwel via een gang onderling verbonden;

4° een lokaal bestemd voor het opbaren van overledenen;

5° toiletten en een vestiaire voor de bezoekers.

**Art. 4.** Het lokaal voor het verlenen van zorgen aan de overledenen en het lokaal voor het bewaren van de overledenen worden in voorkomend geval derwijze ingericht dat de verrichtingen inzake het aan- en afvoeren van overledenen aan het zicht van derden onttrokken worden.

**Art. 5.** De inrichting kan een wachtzaal en een plechtigheidszaal voor de bezoekers bevatten.

**Art. 6.** De lokalen van de inrichting zijn minstens 2,5 meter hoog. De lokalen van de inrichting zijn minstens 1,2 meter breed.

**Art. 7.** Het lokaal voor het verlenen van zorgen aan overledenen bezit een nuttige grondoppervlakte van minstens 12 m<sup>2</sup>, het lokaal voor het onderbrengen van overledenen uitgesloten. Het lokaal is uitgerust met een aflegtafel en een wastafel met lopend warm en koud water.

De wanden zijn tot een hoogte van 1,5 meter uitgerust met een makkelijk wasbare gladde bedekking.

De vloer van het lokaal is uitgerust met een harde, makkelijk wasbare bedekking en een afvoer van afvalwater uitgerust met een luchtafsluiter.

De vloer en de wanden bevatten geen enkel aan bederf onderhevig materiaal.

De radiatoren zijn aan de muren gevestigd, en steunen niet op de vloer.

Het lokaal beschikt over een luchttoevoer op zolderinghoogte en een luchtafvoer op vloerhoogte.

**Art. 8. § 1.** Als het lokaal voor het bewaren van de overledenen verschillend is van het lokaal voor het verlenen van zorgen aan de overledenen, bevat het de inrichtingen van artikel 7, leden 4 tot en met 7, tenzij het enkel als koelkamer is ingericht.

§ 2. Dat lokaal bevat minstens evenveel gekoelde plaatsen als er lokalen zijn bestemd voor het opbaren van overledenen. Als de inrichting enkel over één lokaal voor het opbaren van overledenen beschikt, bevat het minstens twee gekoelde plaatsen. Eén gekoelde plaats kan enkel één overledene tegelijk ontvangen.

§ 3. De binnenwanden van het lokaal voor het bewaren van de overledenen zijn bedekt met een hard makkelijk wasbaar materiaal.

§ 4. Het lokaal is opgevat om het bewaren van lichamen op een maximumtemperatuur van vier graden Celcius mogelijk te maken.

**Art. 9.** Het lokaal bestemd voor het opbaren van overledenen maakt het mogelijk een lijk in horizontale stand binnen te dragen via een niet voor het publiek toegankelijke doorgang. De beglaasde muuropeningen die uitgeven op de buitenkant van het lokaal bestaan uit ondoorzichtig (gemaakt) glas.

**Art. 10.** Voor de bezoekers bevatten het lokaal voor de opbaring evenals de zalen bedoeld in artikel 5 in voorkomend geval een eigen toegang ten opzichte van de lokalen bedoeld in artikel 3, punten 2° en 3°.

#### HOOFDSTUK III. — *Uitbating*

**Art. 11.** De inrichting is uitsluitend voorbehouden voor het verlenen van zorgen aan, het onderbrengen en het opbaren van overledenen. Elke daaraan ondergeschikte activiteit behorend tot de bedrijvigheid van begrafenisondernemingen gebeurt in de lokalen die geen rechtstreekse toegang verlenen tot de lokalen vermeld in artikel 3, 2° en 3°. De toegang tot de lokalen vermeld in artikel 3, 2° en 3°, wordt uitsluitend voorbehouden voor het personeel van de inrichting dat bevoegd is voor het vervoer van en het verlenen van zorgen aan de overledenen evenals voor de personen bedoeld in de artikelen L1232-14 en L1232-15 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie en de personen bedoeld in de artikelen 18 en 28 van het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 14 februari 2001 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging.

Het lokaal bestemd voor het verlenen van zorgen aan overleden wordt uitsluitend gebruikt voor het afleggen van overledenen.

Dieren zijn niet toegelaten in de inrichting.

**Art. 12.** De verrichtingen inzake het aanvoeren en het afvoeren van overledenen en het verlenen van zorgen aan overledenen gebeuren derwijze dat ze aan het zicht van derden onttrokken worden. De lokalen bestemd voor het verlenen van zorgen aan overledenen en het bewaren van overledenen zijn onderling verbonden zodat de doorgang van lichamen en lijkkisten aan het zicht van derden onttrokken wordt.

**Art. 13.** Behalve de verrichtingen voor het verzorgen en opbaren van overledenen tijdens de bezoeken worden de overledenen bewaard in het daartoe bestemde lokaal tegen een temperatuur die de vier graden niet overschrijdt.

**Art. 14.** De inrichting wordt in onberispelijke staat gehouden om geurhinder en de aanwezigheid van ongedierte te voorkomen.

Het verzorgingsmateriaal wordt na elk gebruik ontsmet.

Gepaste onderhouds- en ontsmettingsproducten zijn ter plaatse beschikbaar.

De doeltreffende verluchting van de inrichting veroorzaakt noch geur- noch geluidshinder voor de buurt. De openingen voor verluchting en andere zijn uitgerust met roosters en/of insectenhorren om het binnendringen van dieren zoals meer bepaald insecten of knaagdieren te voorkomen.

Het lokaal uitgerust voor het verzorgen van overledenen is uitgerust met een verluchting die het hernieuwen van minstens vier lucht volumes per uur mogelijk maakt tijdens het verlenen van zorgen aan overledenen. De naar buiten afgevoerde lucht wordt vooraf gezuiverd door een absorberende en ontgeurende filter.

Het lokaal voor het opbaren van overledenen is uitgerust met een verluchting die het hernieuwen van minstens één lucht volume per uur mogelijk maakt tijdens het opbaren wanneer het lokaal toegankelijk is voor het publiek.

**Art. 15.** De inrichting bevat een huishoudelijk reglement dat is aangeplakt in de voor het publiek toegankelijke lokalen. Het personeel van de inrichting en de personen bedoeld in de artikelen L1232-14 en L1232-15 van Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie en de personen bedoeld in de artikelen 18 en 28 van het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 14 februari 2001 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging hebben toegang tot de installaties van de inrichting onder de voorwaarden vastgesteld in het huishoudelijk reglement.

Het huishoudelijk reglement bepaalt eveneens de nadere regels voor de toegang van het publiek en het verbod op het toelaten van dieren in de inrichting.

#### HOOFDSTUK IV. — *Brandpreventie*

**Art. 16.** Het verslag waaruit blijkt dat de maatregelen en de uitrustingen voorgesteld door de territoriaal bevoegde brandweerdienst volgens diens aanbevelingen zijn ingevoerd of opgesteld worden ter beschikking gesteld van de ambtenaar belast met het toezicht.

#### HOOFDSTUK V. — *Controle en toezicht*

**Art. 17.** In de inrichting wordt een register bijgehouden. Dat register wordt bijgehouden via een computerprogramma of een papieren informatiedrager. In het geval van een papieren informatiedrager is het register ingebonden met genummerde bladzijden. Het register bevat minstens de volgende gegevens :

1° de identiteit van de overledene : naam, voornamen, Rijksregisternummer;

2° datum van opname en datum van afvoeren van de overledene;

3° de plaats naar welke de overledene afgevoerd wordt;

4° de aard van de verzorging verleend binnen de inrichting.

**Art. 18.** De inrichting bewaart elk relevant technisch document waaruit kan blijken dat de debieten bedoeld in artikel 14, leden 5 tot 6, bereikt zijn.

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs- en slotbepalingen*

**Art. 19.** Dit besluit is van toepassing op de bestaande inrichtingen zodra het in werking treedt. In afwijking van het eerste lid :

1° zijn de artikelen 6, 7, leden 1 en 6, 9, lid 1, niet van toepassing op de bestaande inrichtingen;

2° zijn de artikelen 7, leden 2 tot 5, en 7, 8, 9, lid 2, 10, 13 en 14, lid 4, van toepassing uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding van dit besluit van toepassing op de bestaande inrichtingen;

3° zijn de artikelen 3, 5°, en 4°, uiterlijk één jaar na de inwerkingtreding van dit besluit van toepassing op de bestaande inrichtingen.

**Art. 20.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 maart 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/201744]

**7 MARS 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon  
approuvant le programme communal de développement rural de la commune d'Awans**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1<sup>er</sup>, § 3;

Vu le décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural;

Vu la délibération du conseil communal d'Awans du 26 juin 2012 adoptant le projet de programme communal de développement rural;

Vu l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du Territoire du 25 octobre 2012;

Considérant que la commune d'Awans ne peut supporter seule le coût des acquisitions et travaux nécessaires;

Sur proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le programme communal de développement rural de la commune d'Awans est approuvé pour une période de dix ans prenant cours à la date de signature du présent arrêté.

**Art. 2.** Des subventions peuvent être accordées à la commune pour l'exécution de son opération de développement rural.

**Art. 3.** Ces subventions sont accordées dans les limites des crédits budgétaires annuellement disponibles à cet effet et aux conditions fixées par voie de convention par le Ministre ayant le Développement rural dans ses attributions.

**Art. 4.** Le taux de subvention est fixé à maximum 80 % du coût des acquisitions et des travaux nécessaires à l'exécution de l'opération, frais accessoires compris.

**Art. 5.** La commune est tenue de solliciter les subventions prévues en vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

**Art. 6.** Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 7 mars 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
C. DI ANTONIO

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/201744]

**7. MÄRZ 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung  
zur Genehmigung des gemeindlichen Programms für ländliche Entwicklung der Gemeinde Awans**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 1, § 3;  
Aufgrund des Dekrets vom 6. Juni 1991 über die ländliche Entwicklung;

Aufgrund des Beschlusses des Gemeinderats von Awans vom 26. Juni 2012 zur Genehmigung des gemeindlichen Programms für ländliche Entwicklung;

Aufgrund des Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung vom 25. Oktober 2012;